

Unité départementale de l'Aube et de la Haute-Marne
1 boulevard Jules Guesde
CS 70377
10026 Troyes

Troyes, le 27/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Centrale Eolienne de Chemin Perré

EDF Renouvelables
966 Avenue Raymond Dugrand – CS 66014
34000 Montpellier

Références :
Code AIOT : 0005704564

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2024 dans l'établissement Centrale Eolienne de Chemin Perré implanté Lieux-dits La Couratte, L'Etang Neuf Lieux-dits Les grands ruisseaux 10370 Villenaux-la-Grande. L'inspection a été annoncée le 15/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale « Mesures ERC sur les parcs éoliens » qui consiste en la vérification de la bonne application des mesures d'évitement, de réduction et de compensation (ERC) prescrites dans les actes administratifs des parcs éoliens.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Centrale Eolienne de Chemin Perré
- Lieux-dits La Couratte, L'Etang Neuf Lieux-dits Les grands ruisseaux 10370 Villenaux-la-Grande
- Code AIOT : 0005704564
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien « Centrale Éolienne de Chemin Perré », mis en service en 2016, est composé de 9 éoliennes (de E1 à E9) de 2 MW de puissance unitaire et de 130 m en bout de pales.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures ERC	Permis de construire du 06/09/2012, article 5	Sans objet
2	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Collecte des données du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté de non-conformités concernant la bonne application des mesures ERC.

L'exploitant s'est engagé à renouveler les prospections foncières en vu de la mise en place des mesures agri-environnementales décrites dans l'étude d'impact. Les résultats des suivis de mortalité et d'activités des chiroptères en altitude de 2024 seront également transmis à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures ERC

Référence réglementaire : Permis de construire du 06/09/2012, article 5
Thème(s) : Autre, Préservation de l'avifaune
Prescription contrôlée : Les mesures compensatoires énumérées pages 116 à 119 de l'étude d'impact seront strictement respectées.
Constats : Les mesures compensatoires en faveur de la biodiversité énumérées dans les pages 116 à 119 de l'étude d'impact sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • pieds des éoliennes et plateforme recouverts d'un substrat minéral ; • zones enherbées régulièrement fauchées (hors période de nidification) ; • « bandes enherbées le long des nouveaux chemins d'accès » avec entretien annuel ; • mesures agri-environnementales (jachères, haies, bandes enherbées) ; • 1 km linéaire de haies ; • « protection de parcelles forestières, en vallée de la Noxe, en faveur de la Noctule ». Ces mesures sont conditionnées de la manière suivante : « Le maître d'ouvrage s'engage à aider financièrement les initiatives locales [...] dans la limite d'un budget » dépendant du type de mesures. « Un système de convention pourrait être alors établi avec les propriétaires fonciers et les acteurs intéressés par le projet. Une telle mesure ne peut se faire sans l'accord des exploitants et propriétaires des parcelles agricoles concernées. » <p>Plateformes et chemins d'accès</p> Un fauchage est réalisé autour de la zone d'implantation et le long des chemins d'accès par un exploitant agricole. Par échantillonnage, l'inspection a vérifié sur les éoliennes E4 et E8 et le long des chemins pour y accéder que le fauchage était adapté. L'exploitant a transmis à l'inspection, en date du 26/06/2024, le mail de compte-rendu de l'exploitant agricole après son passage du 10 juin 2024 ainsi que le cahier des charges pour le prochain fauchage qui se déroulera en septembre. L'entretien annuel comprend 2 passages au minimum par an. <p>Mesures agri-environnementales</p> L'exploitant indique que des prospections foncières ont eu lieu en 2016 afin de trouver des propriétaires intéressés par la mise en place de ces mesures. Un seul exploitant agricole s'est montré intéressé. Après plusieurs échanges, il s'est avéré que les pratiques agricoles de cet exploitant n'étaient pas en accord avec les demandes de l'exploitant du parc et la mise en place d'une mesure agri-environnementale a été abandonnée. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant s'est engagé à renouveler ces prospections foncières.

Haies

Plusieurs haies ont été plantées dans le cadre du parc éolien.

Un plan, des photographies, la facture des plants ainsi qu'un échange de mail datant de 2016 entre un propriétaire foncier et l'exploitant ont été transmis en amont de l'inspection : une portion de 2 800 m² de la parcelle ZA3 sur la commune de Montpohier sera utilisée pour la plantation de haies. L'inspection a pu constater l'existence de cette parcelle plantée lors de la visite.

Un extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la commune de Montpohier du 17 décembre 2021 a été transmis en amont de l'inspection : le conseil délibère favorablement au sujet de la signature d'une convention portant sur le financement de plantations de haies. Cette convention, signée par la mairie et l'exploitant du parc le 25/01/2022, a été transmise à l'inspection en date du 26/06/2024. Ainsi, deux haies de 440 et 150 m ont été plantées sur la commune, respectivement entre les parcelles ZA6 et ZA7 et ZB28 et ZB29. L'inspection a pu constater l'existence de ces haies plantées lors de la visite.

Protection de parcelles forestières

L'exploitant indique qu'un devis a été élaboré en 2017 pour la protection de ces parcelles puis, du fait d'un budget trop élevé, a été abandonné. Suite aux résultats du suivi environnemental montrant une activité plus importante pour les mois d'août et septembre, l'exploitant a orienté cette mesure vers un bridage des machines qu'il a jugé plus favorable. En effet, la période correspond à la migration et la collision paraissait être un impact plus fort que la perte d'habitat. Le premier bridage a été mis en place en 2019. Des suivis de mortalité et des écoutes en altitude en 2019, 2022 puis 2023 ont permis à l'exploitant d'adapter le bridage. Ce dernier a été modifié fin 2023 pour 2024 et un suivi de mortalité et des écoutes sont en cours. Les bons de commande et le cahier des charges ont été reçus par l'inspection en date du 26/06/2024.

Lors de la visite, l'inspection a pu constater, via le SCADA et les enregistrements des arrêts avec conditions de vents et de températures, que le bridage a été effectif les semaines 21 et 24 selon les modalités décrites dans la conclusion du suivi de 2023.

L'inspection constate le respect de la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

Thème(s) : Autre, Exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

[...]

Constats : Le parc a été mis en service fin 2016. Un premier suivi environnemental s'est déroulé sur 2017 et 2018, complété par d'autres suivis de mortalité en 2019, 2022 et 2023. Un suivi est également en cours en 2024, les bons de commande et le cahier des charges ayant été reçus par l'inspection en date du 26/06/2024. L'inspection constate le respect de la prescription. L'inspection rappelle à l'exploitant que ce suivi environnemental est à renouveler, a minima, tous les 10 ans d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Collecte des données du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : [...] Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. [...]
Constats : Les différents suivis environnementaux ont été déposés sur la plateforme DEPOBIO en 2024. Un certificat de dépôt en atteste le 08/04/2024. L'inspection constate le respect de la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

ANNEXE : PLAGE PHOTOGRAPHIQUE

Constat n°1

Parcelle ZA3



Parcelle ZA6 et ZA7



Parcelle ZB28 et ZB29

